



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
VH JPR

Arrêté du 16 mai 2022 portant mise en demeure à la société ETEX de respecter les dispositions applicables à son site d'Ottmarsheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n° 012129 du 30 juillet 2001 portant autorisation d'exploiter au titre du livre V du Code de l'Environnement à la société LAFARGE PLÂTRES à OTTMARSHEIM,

Vu le rapport d'essai (n° : 2173376 (Version 1) _DATE DU RAPPORT : 09/06/2021) « Niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE en référence à l'arrêté du 23 janvier 1997 » réalisé par l'APAVE Alsacienne,

Vu le rapport du 4 mai 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées (DREAL),

Considérant que les contrôles acoustiques, réalisés du 31 mai au 1^{er} juin 2021, montrent des dépassements des valeurs limites fixées à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n° 012129 du 30 juillet 2001 susvisé au niveau de la zone à émergence réglementée n° 4 (ZER4) en période nocturne et en limite de site, au point C, en période nocturne et diurne,

Considérant que ces constats constituent un non-respect des dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n°012129 du 30 juin 2001 susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société ETEX à OTTMARSHEIM, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Zone industrielle - 68490 OTTMARSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n° 012129 du 30 juillet 2001 susvisé :

« Niveaux acoustiques

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	PÉRIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanche et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 7h à 22h (ainsi que dimanche et jours fériés)
Point A	68 dB(A)	63 dB(A)
Point B	60 dB(A)	58 dB(A)
Point C	60 dB(A)	55 dB(A)

Emergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période de 7h à 22h, ainsi que les dimanches et jours fériés
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

(...) »

Article 3: le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.